

ministère
des Transports
de l'Équipement
du Tourisme
et de la Mer



direction générale
de la Mer
et des Transports

direction
des Transports
maritimes, routiers
et fluviaux

direction
des Affaires
maritimes

2007/-18

Paris, le 14 MAI 2007

Le Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme
et de la mer

à

Mesdames et Messieurs les Préfets des régions
et des départements du littoral

objet : Signalisation maritime - Conventions de transfert des ports décentralisés avant la publication de
la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

pièce jointe : Lettre-circulaire du 24 novembre 2006 relative à la décentralisation des ports maritimes
d'intérêt national

affaire suivie par : Pascal Nappey tél. 01 44 49 86 92
Jean-Pierre Virat tél. 01 40 81 71 41

U:\Jean-Pierre Virat\projet de lettre circulaire.odt

L'article 30-X de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités
locales ouvre la possibilité, pour les collectivités compétentes en matière de ports maritimes en
vertu de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, de bénéficier, à leur demande, d'un transfert en
pleine propriété et à titre gratuit du domaine portuaire de l'État qui était, jusqu'à présent,
simplement mis à disposition.

Une ou plusieurs demandes ont pu être formulées à ce sujet dans votre département ou votre
région.

Je souhaite préciser les modalités de ce transfert de propriété et appeler votre attention sur le
fait que les conditions d'exercice par l'État des compétences non transférées, en particulier les
missions de signalisation maritime, doivent être impérativement préservées dans cette nouvelle
situation.

1 - Modalités du transfert de propriété

Ainsi que l'a précisé France Domaine par note du 28 décembre 2006, les transferts de propriété
seront sanctionnés par un arrêté préfectoral (publié au recueil des actes administratifs) et
nécessiteront l'établissement d'actes de cession.

Il convient de se rapprocher des services des domaines qui ont qualité pour rédiger les actes de
cession. Ces actes devront répondre aux exigences de la publicité foncière, ce qui implique en
particulier une recherche de l'origine des droits de l'Etat et une identification cadastrale. Il
faudra également vérifier la nature juridique des droits de l'Etat (pleine propriété ou non). Les
procès-verbaux de mise à disposition établis en 1983-84 peuvent s'avérer utiles car ces
renseignements devaient normalement y être consignés.

Enfin, il convient de rappeler que ce transfert de propriété ne change pas la nature du domaine,
qui reste du domaine public maritime ou fluvial (selon qu'il se trouve en aval ou en amont de la
limite transversale de la mer).

Le législateur s'est référé à la notion de domaine public portuaire qui ne fait l'objet d'aucune
définition précise. Les lignes directrices suivantes peuvent vous permettre de définir le domaine
concerné :

Arche Sud
92055 La Défense cedex
télécopie :
01 40 81 72 90

3, Place de Fontenoy
75700 PARIS
télécopie :
01 44 49 86 80
courriel :
sm4.dam.dgmt
@equipement.gouv.fr

544/N°93929
29 MAI 2007

De façon générale, on considérera que le « domaine public portuaire » auquel s'applique la loi du 13 août 2004 est constitué de l'ensemble des dépendances du domaine public de l'Etat, maritime ou fluvial, mis à la disposition des collectivités lors des transferts de compétence. Il conviendra néanmoins de prendre en compte certains cas particuliers détaillés ci-après.

a) zones se trouvant, dans les faits, à l'état naturel

- Les zones, même à l'état naturel, qui sont incluses dans les limites du port et qui concourent à son fonctionnement d'ensemble (articles L. 2111-6 et L. 2111-10 du code général de la propriété des personnes publiques) relèvent (en droit) du domaine public maritime ou fluvial artificiel. Ce peut être le cas, par exemple, de surfaces adjacentes au port et servant d'assiette à des ouvrages de protection, ou nécessaires à leur entretien, et qui, en raison de leur caractère pratiquement indissociable du port, doivent être regardées comme « concourant au fonctionnement d'ensemble » de celui-ci. De telles zones de DPM ou DPF artificiel appartiennent au « domaine public portuaire » au sens de la loi de décentralisation, et seront donc remises en pleine propriété.

- Les zones naturelles ne répondant pas aux critères des articles L. 2111-6 et L. 2111-10 du CGPPP, soit parce qu'elles sont en dehors des limites du port, soit parce qu'elles ne concourent pas au fonctionnement d'ensemble du port (ex : plages servant à la baignade du public), constituent du domaine public maritime ou fluvial naturel (art. L. 2111-4 et L. 2111-7). Cette hypothèse devrait être peu fréquente en pratique. S'il s'agit de domaine public maritime naturel (en aval de la limite transversale de la mer), il ne peut faire l'objet d'un transfert en pleine propriété aux collectivités, car la loi a réservé à l'Etat la possibilité de posséder un tel domaine (art. L. 2111-4 CGPPP). S'il s'agit de domaine public fluvial naturel situé en dehors des limites du port, sa remise aux collectivités obéit au régime spécifique de l'article L. 3113-1 du CGPPP et les dispositions de l'article 30-X de la loi du 13 août 2004 ne lui sont pas applicables.

- Les réserves foncières relèvent du domaine privé de l'Etat (art. L. 2211-1 du CGPPP). Elles peuvent être cédées, le cas échéant, aux collectivités pour éviter un morcellement des zones portuaires, mais, dans la mesure où elles ne constituent pas du domaine public, les dispositions de l'article 30-X de la loi de décentralisation ne leur sont pas applicables ; dans ce cas, toute cession envisagée doit prendre la forme d'une vente à titre onéreux.

b) zones servant à des activités diverses

Il existe dans certains ports, notamment des ports de plaisance, des terre-pleins qui ont reçu des constructions diverses telles qu'hôtels, commerces, voire logements. Le développement de ces activités a en règle générale été toléré par l'Etat depuis de nombreuses années, dans le cadre d'une interprétation assez large des dispositions de l'article R. 631-2 du code des ports maritimes.

Sauf cas particulier, les terrains concernés seront donc regardés comme constituant du domaine public portuaire pour l'application de l'article 30-X de la loi.

c) zones ayant fait l'objet d'un déclassement (non suivi d'une cession)

De telles zones relèvent du domaine privé, et ne peuvent faire l'objet, le cas échéant, que d'une vente à titre onéreux.

2 - Signalisation maritime

À l'occasion de la récente décentralisation des ports d'intérêt national et en complément de la circulaire n° 2005-51 du 2 août 2005 relative à la mise en oeuvre des transferts de compétences prévus dans le domaine des ports maritimes, j'ai énoncé dans ma lettre-circulaire datée du 24 novembre 2006, dont vous voudrez bien trouver ci-joint une copie, certains principes qu'il convient de rappeler ici.

Le balisage des côtes de France constitue une des missions concourant à la sécurité maritime et il importe que l'Etat conserve la maîtrise totale des moyens permettant de l'exercer.

Les installations de signalisation maritime existantes et celles qui seront créées dans le futur doivent, par conséquent, demeurer propriété de l'Etat, même si les emprises sur lesquelles elles sont implantées sont transférées en pleine propriété à la collectivité. Cette situation se traduit dans le cadre d'une convention de superposition d'affectation, ou bien d'un transfert de gestion, conformément au code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 5331-11.

Vous trouverez en annexe un nouveau schéma de domanialité illustrant le principe susvisé.

En matière de répartition des charges, il convient de notifier à la collectivité qu'elle doit continuer à supporter, dans les mêmes conditions qu'auparavant, les frais liés aux opérations d'investissement, d'entretien et d'exploitation des installations de signalisation maritime dont elle bénéficie (balisage du port et de ses accès).

À cet égard, les opérations d'investissement, d'entretien et d'exploitation sur le dispositif de signalisation maritime en place dans les ports sont primordiales. Il s'agit de répondre à plusieurs objectifs :

- maintenir le service rendu aux usagers en terme de qualité, c'est-à-dire fournir des aides à la navigation adaptées et pertinentes (décret du 7 septembre 1983 fixant les règles à suivre pour le balisage des côtes de France, recommandations techniques de l'Association Internationale de Signalisation Maritime) ;
- respecter un taux de disponibilité des aides à la navigation au moins égal à 97 % ;

En outre, les collectivités doivent veiller à l'application des dispositions réglementaires en vigueur concernant l'information nautique (article L302-6 du Code des ports maritimes).

Enfin, il est rappelé que les services exerçant les missions régaliennes de signalisation maritime doivent pouvoir continuer à exercer leurs missions dans de bonnes conditions. Il s'agit pour les services d'accéder librement aux quais qui sont mis à leur disposition et aux autres ouvrages par la voie terrestre ou maritime, afin de leur permettre d'assurer l'exploitation ou l'entretien des installations de signalisation maritime.

Vous voudrez bien m'informer, sous le timbre de la direction générale de la mer et des transports (direction des transports maritimes, routiers et fluviaux ou direction des affaires maritimes), de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans l'application de ces dispositions.

*Pour le ministre et par délégation,
le directeur général de la mer et des transports*

Bureau

Daniel BURSAUX

Copie à :

- Intérieur/DGCL
- MTETM/SG
- Directions régionales de l'équipement du littoral
- Directions départementales de l'équipement du littoral
- Services maritimes spécialisés
- CETMEF
- CIFP de Nantes - CFP de Brest
- DGMT/DAM- Dossier-Chrono
- DGMT/DTMRF

Annexe : schéma de domanialité

